

ICBE POLICY BRIEF**Solutions pratiques au problème de financement des PME au Cameroun**

Par

Christian Lambert Nguena
(Centre d'Études et de Recherche en Économie et Gestion (CEREG) – Cameroun)

Christian Lambert Nguena

RÉSUMÉ

Le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) dans la lutte contre le chômage et la relance de l'activité économique n'est plus à démontrer. Le Cameroun souffre jusqu'à nos jours d'un secteur privé à plus de 90 % constitué de PME peu viables faute de financement, situation qui tend à s'accroître avec l'avènement des crises financières. L'essor des PME demande donc la mise en œuvre d'un mécanisme efficace pour leur financement, pierre angulaire de leur santé et de leur épanouissement. Fort de ce constat, ce policy brief, basé sur une étude, propose différentes actions que les acteurs peuvent engager pour résoudre le problème de déficit

de financement dont souffrent les PME camerounaises. Ainsi :

- L'État devrait développer et maintenir une politique d'assainissement et de facilitation des mécanismes de financement des PME ;
- Les promoteurs des PME et entrepreneurs devraient remettre en cause et corriger leurs comportements préjudiciables à la recherche de financement ;
- Et enfin les institutions financières devraient, à l'instar de l'État, faciliter le processus de financement des PME.

SIEGE SOCIAL

TrustAfrica
Lot 87, Sacré Coeur 3
Pyrotechnie x VDN
BP 45435
Dakar-Fann, Senegal

T +221 33 869 46 86
F +221 33 824 15 67
E info@trustafrica.org
W www.trustafrica.org

Le Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA) est une initiative conjointe de TrustAfrica et du CRDI.

INTRODUCTION

Les économistes et gestionnaires sont unanimes : le financement est au fonctionnement de la PME ce que l'essence est à la voiture. Résoudre le problème de financement dont souffrent les PME – qui constituent 90 % du secteur privé camerounais selon l'Institut national de la statistique (INS 2012) – s'avère indispensable à l'atteinte de l'objectif de faire du Cameroun un pays émergent en 2035 que s'est fixé le gouvernement. En effet, ce secteur est une importante source potentielle de la création de la richesse.

La quasi totalité des PME camerounaises ont pour dénominateur commun le déficit de financement. Actuellement selon les statistiques du Fonds monétaire international (FMI 2011), les banques de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) en général, du Cameroun en particulier, sont de plus en plus réticentes à l'octroi de crédits au secteur privé. De plus, il faut noter une prédominance des crédits à court terme, et la faible proportion relative des crédits à long terme, révélant la frilosité des banques commerciales à financer des projets inscrits dans le long terme.

Cette situation est renforcée par l'avènement des crises financières et bancaires qui est à l'origine du rationnement de crédits que connaissent les économies de la CEMAC.

Malgré des efforts louables, l'appui institutionnel en matière de renforcement des capacités des PME reste faible. Si les PME possèdent des sources externes de financement diversifiées, cette diversité de sources de financement n'a malheureusement pas permis d'améliorer leur situation financière. La situation paradoxale de sous-financement des PME cohabitant avec un système bancaire surliquide montre que se focaliser sur le seul développement de l'arsenal de financement potentiel des PME ne suffit pas à régler le problème de déficit de financement externe dont elles souffrent.

Toutefois, la solution consisterait à résoudre les problèmes au niveau de chaque acteur dans le processus de financement pour mieux huiler le mécanisme.

Trois principaux acteurs interviennent dans le processus de financement et la formation du coût du crédit : Les entrepreneurs, qui influencent la demande sur le marché du crédit ; Les établissements de crédit, qui décident de l'offre sur le même marché ; L'État, qui définit la fiscalité sur le crédit et qui a confié la fixation du prix des ressources auxquelles les banques accèdent dans le cadre des appels d'offres positifs à la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) à travers sa politique monétaire.

Résoudre le problème de financement dont souffrent les PME [...] s'avère indispensable à l'atteinte de l'objectif de faire du Cameroun un pays émergent en 2035 que s'est fixé le gouvernement.

Cette étude s'est donc intéressée à ce problème en questionnant d'un point de vue empirique le niveau de responsabilité des différents acteurs dans le déficit de financement dont souffrent les PME pour établir un socle de recommandations capitales à l'essor de cette catégorie d'entreprise. L'avènement des crises financières, dont la toute dernière en 2008, vient remettre au premier plan la nécessité de cette réflexion.

MÉTHODE D'ANALYSE

La problématique de financement des PME camerounaises a été analysée :

- D'abord en mettant en avant une étude statistique des niveaux de responsabilités théoriques

(1) En dehors des intermédiaires financiers, nous avons des structures étatiques nationales et internationales d'appui au financement des PME mises sur pied par les gouvernements. En effet, l'État a mis en place un ensemble de programmes et de structures tels que le Pajer-U (Programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine), le FONDECAM-PME (Fonds pour le développement et le financement des activités des petites et moyennes entreprises), le FNE (Fonds national de l'emploi), le PIAASI (Programme intégré d'appui aux acteurs du secteur informel), la SNI (Société nationale d'investissement) et tout dernièrement la création de la BC-PME (Banque camerounaise des petites et moyennes entreprises) et de la CARFIC (Cameroon Rural Financial Corporation). En plus de ces organismes nationaux, on dénombre divers organismes internationaux, tels que l'Agence de la Francophonie – le programme FFS-PME (Fonds francophone de soutien à la PME), la SFI (Société financière internationale), l'Agence française de développement (AFD) et sa filiale Proparco, le FED (Fonds européen de développement), le CDI (Centre pour le développement industriel), la BEI (Banque européenne d'investissement), la BAD (Banque africaine de développement) et la BDEAC (Banque de développement des États de l'Afrique centrale).

et pratiques des entrepreneurs et des différentes structures œuvrant dans le financement ;

- Ensuite, en effectuant une vérification économétrique de ce niveau de responsabilité à l'aide des données en coupes transversales issues de la base de données du Japan International Cooperation Agency (JICA), complétées par une enquête² sur les procédures de financement des PME au Cameroun auprès des institutions concernées. Nous avons utilisé un modèle logit multinomial consistant à expliquer le déficit de financement externe des PME par un ensemble de facteurs potentiels.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Il ressort de l'analyse descriptive des données de notre enquête, premièrement que les entrepreneurs adoptent généralement des comportements indécisifs liés à des conceptions et préjugés qui leurs sont préjudiciables lors de la recherche des financements. Ils ont trait à :

- *L'attachement aux conceptions culturelles et religieuses des promoteurs des PME :*

La constitution en structure quasiment familiale des PME ; Le besoin de contrôle total de la structure par le promoteur ; La mauvaise perception de l'intérêt bancaire par la communauté musulmane ; Le bas niveau d'instruction ; Le manque d'information ; L'éloignement géographique.

- *Les réalités socioéconomiques du Cameroun et autres difficultés :*

L'exercice dans l'informel et/ou la clandestinité des PME ; La non-appartenance aux syndicats et/ou associations de PME ; L'absence d'un organigramme précis au sein de la PME ; L'indisponibilité des informations sur le fonctionnement de la PME.

Deuxièmement, les institutions financières, en plus de l'exposition aux crises financières et la recherche cardinale du profit, sont confrontées à des problèmes tels que :

- *La faible mobilisation de la monnaie de crédit principalement due :*

À la concentration des activités bancaires dans les zones urbaines et à l'insuffisance des produits financiers ; Aux niveaux et écarts entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs ; À la faible transformation des dépôts bancaires ; À la préférence pour les crédits de court terme.

- *L'asymétrie d'information dans la relation Banque/PME renforcée par :*

Le faible apport en fonds propres et l'absence d'instruments de gestion de risque.

Suite à l'analyse économétrique, nous sommes arrivés aux principaux résultats suivants:

Les entrepreneurs ne s'investissent pas toujours de façon irrécusable dans la recherche des financements extérieurs et l'État n'exploite pas pleinement son pouvoir de régulateur.

- Les PME disposant des pièces comptables, demandant du crédit dont les tranches sont comprises entre 500 000 FCFA et 1 000 000 FCFA, constituées en propriété individuelle ou en Groupement d'initiative commune (GIC), acceptant de payer un taux intérêt de moins de 20 %, exerçant une activité commerciale, ayant un nombre élevé d'employés, sollicitant des emprunts à court terme ont plus de chance de bénéficier de financements externes ;
- À l'inverse, les PME ne disposant pas des documents comptables, demandant des tranches de crédit de plus d'1 000 000 FCFA, constituées en société à responsabilité limitée (SARL) ou en société anonyme (SA), acceptant de payer un taux intérêt moyen, exerçant dans le secteur industriel, ayant un faible nombre d'employés, sollicitant des emprunts à

(2) En effet, une enquête a été menée auprès des PME et des banques commerciales des villes de Yaoundé et de Douala. Grâce à un questionnaire, nous avons de manière précise établi les sources de financement choisies par les PME par ordre de priorité, le degré de satisfaction procuré par ces sources de financement, le niveau d'information sur le marché financier, les raisons qui empêchent les PME d'accéder au marché financier, les caractéristiques des PME et les conditions des établissements financiers.

moyen et long terme ont moins de chance d'en bénéficier.

En guise de récapitulatif, on constate que tous les acteurs dans le processus de financement des PME sont, chacun à des niveaux différents, responsables de la situation de déficit de financement qui prévaut. Le contexte de crise financière dans lequel a été mené l'étude vient encore renforcer ce problème.

Les banques, pourtant en situation de surliquidité, sont de plus en plus réticentes au financement des PME et ne facilitent pas toujours la tâche aux PME qui les sollicitent. Les entrepreneurs ne s'investissent pas toujours de façon irréprochable dans la recherche des financements extérieurs et l'État n'exploite pas pleinement son pouvoir de régulateur.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Nos précédentes investigations empiriques statistiques et économétriques sont à la base des recommandations suivantes concernant les principaux acteurs que sont l'État, les PME et les institutions financières.

• Suggestions des mesures à prendre par l'État :

À la lumière des résultats de notre étude empirique, l'État dans sa politique d'assainissement des mécanismes de financement des PME devrait prendre les mesures suivantes :

- Limiter le volume du dossier à quelques pièces indispensables et décentraliser le lieu de constitution et de dépôt du dossier ;
- Administrer les taux d'intérêt dans le but de les maintenir à un niveau bas ;
- Accélérer, d'une part, le fonctionnement effectif de la bourse des valeurs du Cameroun et du marché financier et, d'autre part, encourager les PME à se rendre sur ce marché, par exemple par des séminaires de formation et d'information ;
- Organiser constamment et si possible gratuitement des séminaires de formation et de recyclage en recherche de financement pour le personnel des PME formelles ;

- Prendre des mesures incitatives au sein des PME pour encourager à la tenue d'une comptabilité formelle et régulière avec l'aide d'institutions telles que la Direction générale des impôts ;
- Créer des établissements financiers publics spécialisés dans le financement des PME en fonction du statut juridique, du type d'emprunt et du secteur d'activité.

• Suggestions de la conduite à tenir par les promoteurs des PME :

Considérant les résultats de notre étude, il est souhaitable que les promoteurs des PME revoient leurs attitudes dans leur recherche de financement pour convaincre les banques. En effet :

- Des efforts doivent être fournis dans le sens de la décentralisation de la gestion des structures et du respect d'un organigramme qui organise les tâches entre les différents individus ;
- La gestion doit être orthodoxe avec la production de documents comptables qui constituent une pièce maîtresse lors de la recherche du financement ;
- Le regroupement en syndicat permettrait une meilleure expression des besoins, constituerait une source d'information permettant une meilleure évaluation du risque par les établissements financiers.

• *Suggestions de la conduite à tenir par les institutions financières :*

En nous basant sur les résultats de notre étude empirique, nous recommandons aux banques dans le but d'assainir le circuit de financement des PME de :

- Éviter d'évaluer les risques en se basant sur des préjugés mais plutôt en se basant sur une étude objective des informations et des documents comptables produits par les PME ;
- Créer et offrir des produits financiers attrayants et adaptés aux différents types de PME ;
- Élaborer, définir et mettre en œuvre des stratégies permettant la mobilisation des dépôts à terme pour le financement des montants élevés et de long terme des PME ;
- Développer au sein de la bourse des valeurs du Cameroun des segments attrayants, adaptés et orientés vers les besoins de financement des PME.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

IMF/IFS Data base 2011 www.imf.org/external/data.htm

INS Data base 2012 www.statistics-cameroon.org/

MINPMEESA (ministère des petites et moyennes Entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat), 2009, *Étude sur la Formulation du Plan Directeur (M/P) pour le Développement des Petites et Moyennes Entreprises en République du Cameroun*, Rapport Final, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Unico International Corporation, IDD-JR-08-069.